

RCS : GRENOBLE

Code greffe : 3801

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de GRENOBLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2000 B 00904

Numéro SIREN : 432 403 566

Nom ou dénomination : XENOCS

Ce dépôt a été enregistré le 21/07/2021 sous le numéro de dépôt B2021/011047

Bilan Actif



Etat exprimé en euros		31/12/2020			31/12/2019
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)					
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement	15 694 067	11 727 194	3 966 873	3 449 677
	Concessions brevets droits similaires	481 398	372 622	108 776	161 630
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles	432 423	416 144	16 279	33 178
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	3 517 456	2 827 495	689 961	704 547
	Autres immobilisations corporelles	665 695	444 185	221 509	227 378
	Immobilisations en cours	2 192		2 192	76 290
	Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)					
Participations évaluées selon mise en équival.					
Autres participations	1 525 353		1 525 353	843 695	
Créances rattachées à des participations				148 400	
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	280 092		280 092	280 092	
	TOTAL (II)	22 598 676	15 787 641	6 811 035	5 924 887
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	1 291 946	70 339	1 221 607	1 586 171
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis	439 580	4 175	435 405	387 587
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	8 982 105		8 982 105	10 494 886
	Autres créances	3 441 228		3 441 228	1 087 862
Capital souscrit appelé, non versé					
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITES	3 989 610		3 989 610	206 240	
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	175 901		175 901	240 101
	TOTAL (III)	18 320 370	74 514	18 245 856	14 002 848
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)					
Ecart de conversion actif (VI)	2 813		2 813	16 407	
TOTAL ACTIF (I à VI)		40 921 859	15 862 155	25 059 704	19 944 142

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

280 092

428 491

(3) dont créances à plus d'un an

Bilan Passif



Etat exprimé en euros

31/12/2020

31/12/2019

		31/12/2020	31/12/2019
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	402 736	402 736
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	3 435 504	3 435 504
	Ecarts de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale	40 274	10 252
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves		
	Report à nouveau	(151 815)	(1 213 001)
	Résultat de l'exercice	469 779	1 091 207
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées	70 395	60 415	
	Total des capitaux propres	4 266 873	3 787 114
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées	121 766	305 218
	Total des autres fonds propres	121 766	305 218
Provisions	Provisions pour risques	2 813	27 477
	Provisions pour charges		
	Total des provisions	2 813	27 477
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	7 241 045	3 661 112
	Emprunts et dettes financières divers	297 636	
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	3 036 888	1 549 286
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 388 844	4 977 673
	Dettes fiscales et sociales	1 968 342	1 455 836
	DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	12 395	32 395	
Autres dettes	3 714 139	4 095 091	
Produits constatés d'avance (1)	3 169	50 198	
	Total des dettes	20 662 459	15 821 591
	Ecarts de conversion passif	5 793	2 742
	TOTAL PASSIF	25 059 704	19 944 142
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	469 779,37	1 091 207,21
(1)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	11 479 591	11 860 887
(2)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	4 582	195 423

Compte de Résultat

		31/12/2020		31/12/2019	
		12 mois	% C.A.	12 mois	% C.A.
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises				
	Production vendue (Biens)	13 111 823	95,76	11 408 572	95,63
	Production vendue (Services et Travaux)	580 564	4,24	521 711	4,37
	Montant net du chiffre d'affaires	13 692 387	100,00	11 930 282	100,00
	Production stockée	(58 994)	-0,43	(60 888)	-0,51
	Production immobilisée	1 279 277	9,34	1 043 071	8,74
	Subventions d'exploitation	15 000	0,11	2 237	0,02
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	307 373	2,24	442 209	3,71
	Autres produits	174 901	1,28	393 598	3,30
	Total des produits d'exploitation	15 409 944	112,54	13 750 509	115,26
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises				
	Variation de stock				
	Achats de matières et autres approvisionnements	6 683 841	48,81	7 108 548	59,58
	Variation de stock	416 173	3,04	(943 686)	-7,91
	Autres achats et charges externes	2 847 805	20,80	2 633 150	22,07
	Impôts, taxes et versements assimilés	137 798	1,01	96 602	0,81
	Salaires et traitements	2 311 120	16,88	2 145 645	17,98
	Charges sociales du personnel	1 033 568	7,55	981 432	8,23
	Cotisations personnelles de l'exploitant	1 527 277	11,15	1 386 873	11,62
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	114 097	0,83	152 657	1,28
	Total des charges d'exploitation	15 071 680	110,07	13 561 221	113,67
	RESULTAT D'EXPLOITATION	338 264	2,47	189 288	1,59
PRODUITS FINANCIERS Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée				
	Perte supportée ou bénéfice transféré				
	De participations (3)	15 112	0,11		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)				
	Autres intérêts et produits assimilés (3)	252		20 779	0,17
	Reprises sur provisions et dépréciations et transfert de charges	16 407	0,12	886 824	7,43
	Différences positives de change	2 736	0,02	12 010	0,10
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
	Total des produits financiers	34 508	0,25	919 613	7,71
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	2 813	0,02	16 407	0,14
	Intérêts et charges assimilées (4)	102 022	0,75	109 034	0,91
	Différences négatives de change	51 057	0,37	50 090	0,42
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
	Total des charges financières	155 893	1,14	175 532	1,47
	RESULTAT FINANCIER	(121 385)	-0,89	744 081	6,24
	RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	216 879	1,58	933 369	7,82
	Total des produits exceptionnels	88 118	0,64	833 555	6,99
	Total des charges exceptionnelles	107 119	0,78	857 609	7,19
	RESULTAT EXCEPTIONNEL	(19 002)	-0,14	(24 054)	-0,20
	PARTICIPATION DES SALAIRES	98 619	0,72		
	IMPOTS SUR LES BENEFICES	(370 521)	-2,71	(181 892)	-1,52
	TOTAL DES PRODUITS	15 532 569	113,44	15 503 677	129,95
	TOTAL DES CHARGES	15 062 790	110,01	14 412 470	120,81
	RESULTAT DE L'EXERCICE	469 779	3,43	1 091 207	9,15



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Faits caractéristiques de l'exercice

La société XENOCs et ses filiales font face depuis début 2020 à la crise sanitaire du Covid-19. La Direction a pris toutes les dispositions afin de répondre aux directives des Autorités Françaises, protéger la santé des collaborateurs et assurer la continuité d'exploitation. Les principales mesures concernent le recours au télétravail et la réduction des activités des sites tertiaires et industriels au fonctionnement des seules activités prioritaires.

Ce dispositif a permis de limiter les impacts économiques et de maintenir le niveau d'activité sur l'exercice 2020.

La société Xenocs a par ailleurs pu bénéficier du report de paiement des cotisations sociales et a eu recours aux Prêts Garantis par l'Etat à hauteur de 4M€.

Evénements postérieurs à la clôture

Aucun fait caractéristique n'est survenu postérieurement à l'exercice clos le 31/12/2020.

Règles et méthodes comptables

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2020 ont été élaborés et présentés en application du règlement ANC 2014-03 et des règlements ANC 2015-06 et 2016-07.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations ayant une importance significative. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou de production. Elles ne font l'objet d'aucune réévaluation.

XENOCs applique la méthode préférentielle d'immobilisation de ses coûts de développement. Les frais de recherche sont comptabilisés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Les frais de développement sont comptabilisés en immobilisations incorporelles uniquement si les six critères suivants sont cumulativement remplis :



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

- (a) faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente,
- (b) intention de la Société d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre,
- (c) capacité de celle-ci à utiliser ou à vendre cet actif incorporel,
- (d) démonstration de la probabilité d'avantages économiques futurs attachés à l'actif. L'entité doit démontrer, entre autres choses, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité,
- (e) disponibilité de ressources techniques, financières et autres appropriées afin d'achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle, et
- (f) capacité d'évaluation de façon fiable des dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Ces frais sont amortis linéairement sur 5 ans, à compter du premier jour de l'exercice suivant.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, et à chaque clôture d'exercice, les projets de développement inscrits à l'actif du bilan font l'objet d'une analyse afin de s'assurer que chaque projet remplit toujours les critères d'activation. Le cas échéant, une dépréciation est comptabilisée.

Il est rappelé que, conformément aux règles françaises en la matière, l'existence à l'actif du bilan de coûts de développement non encore amortis et supérieurs au montant des réserves libres fait obstacle à la distribution.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou de production. Elles ne font l'objet d'aucune réévaluation.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée. Les valeurs résiduelles ne sont pas prises en compte, leur impact étant non significatif. Les durées d'amortissement les plus généralement retenues sont les suivantes :

- Installations techniques, matériel et outillage : de 3 à 10 ans
- Installations générales, agencements, aménagements divers : de 5 à 10 ans
- Matériel informatique, mobilier, matériel de bureau : de 1 à 5 ans

Immobilisations financières

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, majoré des frais engagés pour leur acquisition.

Les frais d'acquisition sont amortis sur 5 ans (amortissement dérogatoire).



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Stock

Les stocks sont évalués suivant la méthode « coût unitaire moyen pondéré (CUMP) ».

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat hors taxes, incluant les frais d'approche, et frais accessoires.

Les travaux en cours sont évalués au coût de production, incluant les charges directes et indirectes incorporables en fonction de la capacité normale des installations de production, à l'exclusion des frais financiers.

Le cas échéant, des provisions pour dépréciation sont constituées au cas par cas lorsque la valeur nette de réalisation est inférieure aux coûts encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent :

- sur les matières premières, en fonction de leur dépréciation physique ou de leur risque d'obsolescence,
- sur les travaux en cours ou produits finis pour tenir compte des pertes éventuelles sur marchés ou de leur risque d'obsolescence

La société a mis en place un mode de provisionnement pour risque d'obsolescence sur les stocks de produits finis, matières premières et marchandises selon la règle suivante :

- taux de rotation inférieur à 30% : provision de 90% de la valeur brute du stock correspondant.

Ces règles sont toutefois adaptées au cas particulier, en fonction de la connaissance de l'entreprise sur la valeur de marché des biens.

Créances

Les créances clients sont constatées à la facturation et à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire de ces créances présente un risque quant à sa recouvrabilité.

Contrats à long terme

Les contrats à long terme sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement.

Cette méthode consiste à reconnaître le chiffre d'affaires d'un projet à hauteur de son taux d'avancement par les coûts en fin de période. Ceux-ci incluent le coût de la matière et le temps homme affectés à chaque affaire.

Les éléments suivants sont réunis pour une détermination fiable du résultat à terminaison :

- Le montant du contrat global peut être évalué de façon fiable.
- Le pourcentage d'avancement peut faire l'objet d'une évaluation lors de l'arrêté des comptes.
- Les coûts peuvent être identifiés de façon fiable.
- Ces éléments rentrent avec une certitude raisonnable dans les conditions d'acceptation prévues par le contrat.

Une provision pour perte à terminaison est comptabilisée le cas échéant.



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Valorisation des créances et dettes en monnaie étrangère

Les créances et dettes libellées en devises étrangères sont converties et comptabilisées en Euros au cours du jour de la devise. A la clôture de chaque exercice, ces créances et dettes sont convertis en Euros selon le cours de clôture de la devise.

Les écarts défavorables constatés (diminution de la valeur des créances clients ou augmentation de la valeur des dettes fournisseurs) donnent lieu à la comptabilisation de provisions pour risques et charges.

Conformément au règlement ANC 2015-05 du 02 juillet 2015, les gains et pertes de change à caractère commercial ont été comptabilisés en résultat d'exploitation.

Autres fonds propres

Le poste "autres fonds propres" est constitué par des avances reçues et remboursables sous certaines conditions et en fonction de la réalisation de certains objectifs.

Ces avances d'un montant de 121 765.71 sont remboursables :
- de 1 à 5 ans : 121 765.71€

Provisions pour risques et charges

La société comptabilise des provisions dès lors qu'il existe des obligations actuelles, juridiques ou implicites, résultant d'événements antérieurs, qu'il est probable que des sorties de ressources représentatives d'avantages économiques seront nécessaires pour éteindre les obligations, et que le montant de ces sorties de ressources peut être estimé de manière fiable.

La société évalue les provisions sur la base des faits et des circonstances relatifs aux obligations actuelles à la date de clôture, en fonction de son expérience en la matière et au mieux de ses connaissances, après consultation éventuelle des avocats et conseillers juridiques de la société à la date d'arrêté des comptes.

La société constate des provisions relatives à des litiges (commerciaux, sociaux...) pour lesquels une sortie de ressources est probable et dès lors que le montant de ces sorties de ressources peut être estimé de manière fiable.

Avantages du personnel

Les régimes à prestations définies sont des régimes pour lesquels les risques actuariels incombent à la société. Ils sont liés aux engagements de fin de carrière définis par le code du travail. L'engagement de retraite est calculé selon une approche prospective (méthode des unités de crédit projetées), qui tient compte des modalités de calcul des indemnités prévues par la convention collective et de paramètres actuariels (taux d'actualisation, taux de revalorisation de salaires, taux de rotation, taux de mortalité,...).

La société n'externalise pas le financement de ses engagements de retraite.

L'engagement est constaté en engagement hors bilan.



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Rémunération du personnel

Les rémunérations variables des dirigeants, fixées par l'organe de direction, sont comptabilisées sur l'exercice au cours duquel elles sont versées.

Emprunts et dettes financières

Les emprunts et dettes financières sont constitués d'emprunts bancaires ainsi que de concours bancaires courants.

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir.

Le chiffre d'affaires comprend la vente de biens et de marchandises ainsi que diverses prestations liées à la vente.

Le chiffre d'affaires est comptabilisé lors du transfert des risques et avantages significatifs liés à la propriété à l'acheteur, ce qui correspond généralement à la date du transfert de propriété du produit ou la réalisation du service.

Le chiffre d'affaires est reconnu à l'avancement pour les contrats à long terme.

Au bilan, sont reconnus les créances clients, les factures à établir, les produits constatés d'avance, avances, ...

Les produits et charges liés aux sortie de matériel de démonstration, sont comptabilisés dans le résultat d'exploitation.

Subventions d'exploitation

Les subventions sont comptabilisées en produits, au prorata des frais engagés. De ce fait, des subventions à recevoir peuvent être enregistrées dans les comptes si le contrat d'attribution est signé et que des dépenses ont été engagées mais que les subventions n'ont pas encore été reçues.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Impôt sur les résultats

La société est assujettie au régime de droit commun en termes d'impôt sur les sociétés.

La rubrique « charge d'impôt » inclut l'impôt exigible au titre de la période après déduction des éventuels crédits d'impôt.

Crédit d'Impôt Recherche (CIR) et Crédit d'Impôt Innovation (CII)

Les entreprises industrielles et commerciales imposées selon le régime réel qui effectuent des dépenses de recherche peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt.



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Le crédit d'impôt est calculé par année civile et s'impute sur l'impôt dû par l'entreprise au titre de l'année au cours de laquelle les dépenses de recherche ont été encourues. Le crédit d'impôt non imputé est remboursé à l'entreprise.

Au titre de 2020, le Crédit d'Impôt Recherche s'élève à 288 615 €; le Crédit d'Impôt Innovation à 80 000 €.

Engagements hors bilan

Le suivi des engagements hors bilan assuré par le groupe vise les informations relatives aux engagements donnés et reçus suivants :

- sûretés personnelles (avals, cautions et garantie),
- sûretés réelles (hypothèques, nantissements, gages),
- locations simples, obligations d'achats et d'investissements,
- autres engagements.



Immobilisations

Etat exprimé en euros

	Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2020
		Augmentations		Diminutions		
		Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES						
Frais d'établissement et de développement	14 105 427		1 588 640			15 694 067
Autres	913 821					913 821
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	15 019 248		1 588 640			16 607 888
CORPORELLES						
Terrains						
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencé aménagement						
Instal technique, matériel outillage industriels	3 279 924		237 532			3 517 456
Instal., agencement, aménagement divers	392 394		10 028	(38 255)		440 677
Matériel de transport						
Matériel de bureau, mobilier	219 723		5 295			225 018
Emballages récupérables et divers						
Immobilisations corporelles en cours	76 290		40 447	38 255	76 290	2 192
Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 968 331		293 302		76 290	4 185 343
FINANCIERES						
Participations évaluées en équivalence						
Autres participations	992 094		533 258			1 525 353
Autres titres immobilisés						
Prêts et autres immobilisations financières	280 092					280 092
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 272 186		533 258			1 805 445
TOTAL	20 259 765		2 415 201		76 290	22 598 676

Au 31 décembre 2020, la société a immobilisé des coûts de développement pour un montant de 1 279 277 euros.

Ces coûts de développement correspondent à un ensemble de dépenses liées à des projets individualisés jugés au coeur de la stratégie de l'entreprise et pour lesquels il existe de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale future, ainsi que d'avantages économiques avérés à la clôture de l'exercice.

Les dépenses immobilisées correspondent à des frais de personnel, d'amortissement d'équipements, de consommation de matières premières, de petits matériels, de frais de dépôt de brevets et de contrats de collaboration avec des prestataires de recherches externes à la société.

Les coûts de développement immobilisés au 31 décembre 2020 ont été amortis à compter de la date de fin de programme, selon le mode linéaire, en fonction de la durée de vie prévisible des techniques de développement. La durée d'amortissement est de 5 ans.



Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2020
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement	10 655 750	1 071 444		11 727 194
	Autres	719 013	69 753		788 766
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	11 374 763	1 141 197		12 515 960
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	2 575 377	252 118		2 827 495
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	193 798	45 146		238 944
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier Emballages récupérables et divers	190 940	14 301		205 241
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 960 115	311 565		3 271 680	
TOTAL		14 334 878	1 452 763		15 787 641

	Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires						Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Dotations			Reprises			
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agencet aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation	9 980						9 980
TOTAL	9 980						9 980
TOTAL GENERAL NON VENTILE			9 980				9 980

Provisions



Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2020
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires	60 415	9 980		70 395
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES	60 415	9 980		70 395
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change	16 407	2 813	16 407	2 813
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres	11 070		11 070		
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	27 477	2 813	27 477	2 813
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations $\left\{ \begin{array}{l} \text{incorporelles} \\ \text{corporelles} \\ \text{des titres mis en équivalence} \\ \text{titres de participation} \\ \text{autres immo. financières} \end{array} \right.$				
	Sur stocks et en-cours	232 935	74 514	232 935	74 514
	Sur comptes clients				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	232 935	74 514	232 935	74 514
TOTAL GENERAL		320 828	87 307	260 412	147 722
Dont dotations et reprises $\left\{ \begin{array}{l} \text{- d'exploitation} \\ \text{- financières} \\ \text{- exceptionnelles} \end{array} \right.$		74 514 2 813 9 980	232 935 16 407 11 070		
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes



Etat exprimé en euros		31/12/2020	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	280 092	280 092	
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	8 982 105	8 982 105	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices	370 521	370 521	
	Taxes sur la valeur ajoutée	557 970	557 970	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
Groupe et associés (2)	2 233 016	2 233 016		
Débiteurs divers	279 722	279 722		
Charges constatées d'avances	175 901	175 901		
	TOTAL DES CREANCES	12 879 326	12 879 326	
(1)	Prêts accordés en cours d'exercice			
(1)	Remboursements obtenus en cours d'exercice			
(2)	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

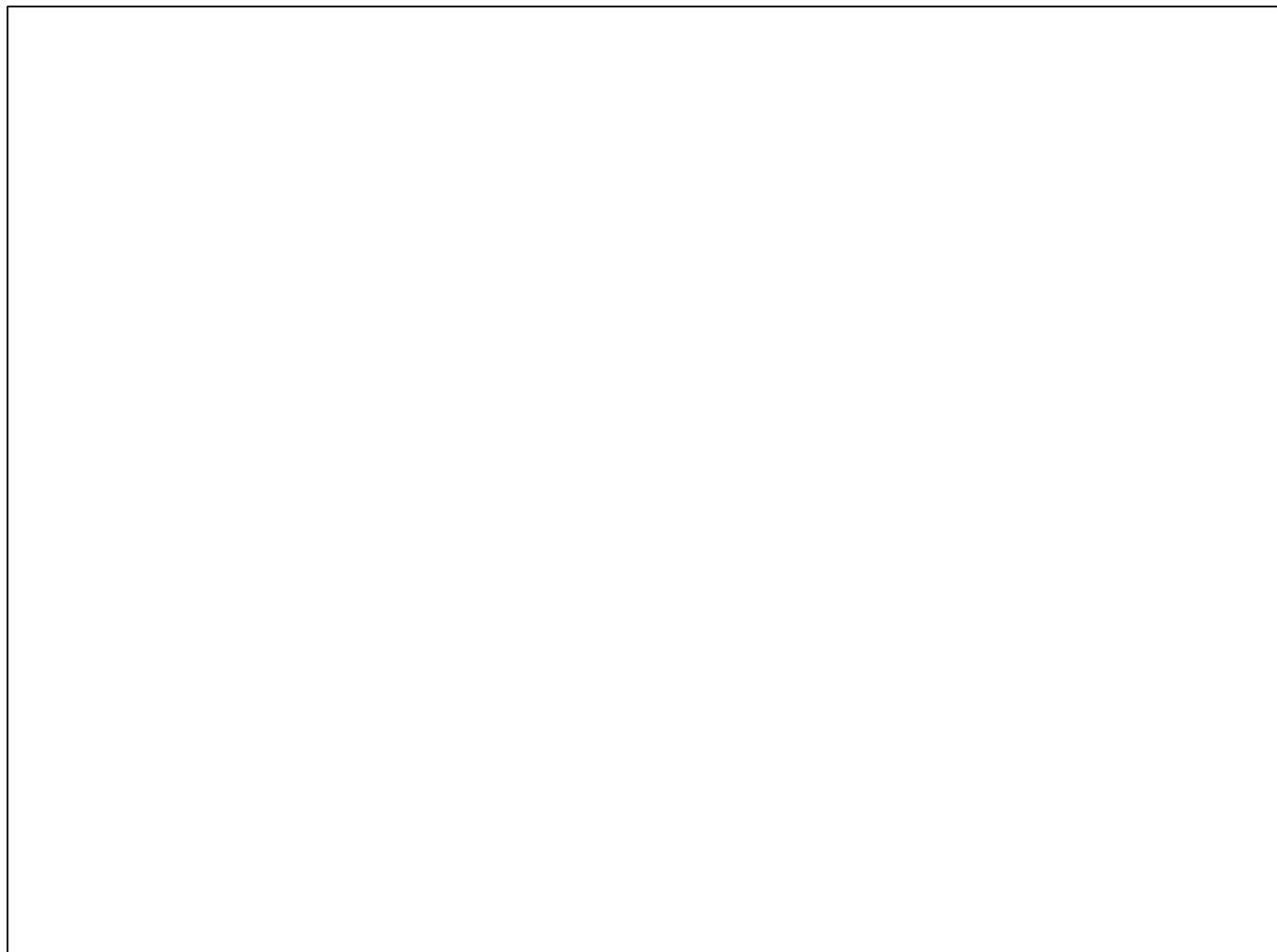
		31/12/2020	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)	4 582	4 582		
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)	7 236 463	1 090 483	5 748 487	397 493
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)				
	Fournisseurs et comptes rattachés	4 388 844	4 388 844		
	Personnel et comptes rattachés	570 288	570 288		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 143 371	1 143 371		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	189 879	189 879		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	64 803	64 803		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	12 395	12 395		
	Groupe et associés (2)	297 636	297 636		
	Autres dettes	3 714 139	3 714 139		
Dettes représentatives de titres empruntés					
Produits constatés d'avance	3 169	3 169			
	TOTAL DES DETTES	17 625 571	11 479 591	5 748 487	397 493
(1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice	4 300 713			
(1)	Emprunts remboursés en cours d'exercice	536 867			
(2)	Emprunts dettes associés (personnes physiques)				



Capital social

Etat exprimé en euros

	31/12/2020	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES	Du capital social début exercice	402 736,00	1,0000	402 736,00
	Emises pendant l'exercice		0,0000	
	Remboursées pendant l'exercice		0,0000	
	Du capital social fin d'exercice	402 736,00	1,0000	402 736,00



Variations des Capitaux Propres



Etat exprimé en euros	Capitaux propres clôture 31/12/2019	Affectation du résultat N-1 ¹	Apports avec effet rétroactif	Variations en cours d'exercice ²	Capitaux propres clôture 31/12/2020
Capital social	402 736				402 736
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	3 435 504				3 435 504
Ecart de réévaluation					
Réserve légale	10 252	30 022			40 274
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves réglementées					
Autres réserves					
Report à nouveau	(1 213 001)	1 061 185			(151 815)
Résultat de l'exercice	1 091 207	(1 091 207)		469 779	469 779
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées	60 415			9 980	70 395
TOTAL	3 787 114			479 759	4 266 873

Date de l'assemblée générale 30/06/2020

Dividendes attribués

¹ dont dividende provenant du résultat n-1

Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après affectation du résultat n-1 3 787 114

Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports avec effet rétroactif 3 787 114

² Dont variation dues à des modifications de structure au cours de l'exercice

Variation des capitaux propres au cours de l'exercice hors opérations de structure 479 759



Ventilation du chiffre d'affaires

Etat exprimé en euros

31/12/2020

Chiffre d'affaires par secteur d'activité		13 692 387
Production vendue Biens		13 111 823
<i>VENTE PRODUITS FRANCE</i>	141 476	
<i>C.A.AVANCEMENT PRODUITS FRANCE</i>	(81 431)	
<i>VENTE PRODUITS EXPORT</i>	4 910 660	
<i>VENTE PRODUITS UE</i>	5 569 406	
<i>C.A. AVANCEMENT PRODUITS UE</i>	224 249	
<i>C.A AVANCEMENT PRODUITS EXPORT</i>	1 753 788	
<i>VENTE UE TRIANGULAIRE B</i>	593 674	
Production vendue Services		580 564
<i>VENTE PRESTATION SERVICE FRANC</i>	38 782	
<i>VENTE PRESTATION SERVICE UE</i>	170 559	
<i>VENTE PRESTATION SERVICE EXPOR</i>	71 465	
<i>FRAIS TRANSPORT FRANCE FACTURE</i>	3 834	
<i>AUTRES PRODUITS FRANCE</i>	51 713	
<i>AUTRES PRODUITS DES ACTIVITES ANNEXES</i>	219 826	
<i>FRAIS TRANSPORT UE FACTURES</i>	3 127	
<i>FRAIS TRANSPORT EXPORT FACTURE</i>	21 259	
Chiffre d'affaires par marché géographique		13 692 387
Chiffre d'affaires FRANCE		374 200
<i>VENTE PRODUITS FRANCE</i>	141 476	
<i>C.A.AVANCEMENT PRODUITS FRANCE</i>	(81 431)	
<i>VENTE PRESTATION SERVICE FRANC</i>	38 782	
<i>FRAIS TRANSPORT FRANCE FACTURE</i>	3 834	
<i>AUTRES PRODUITS FRANCE</i>	51 713	
<i>AUTRES PRODUITS DES ACTIVITES ANNEXES</i>	219 826	
Chiffre d'affaires EXPORT		13 318 187
<i>VENTE PRODUITS EXPORT</i>	4 910 660	
<i>VENTE PRODUITS UE</i>	5 569 406	
<i>C.A. AVANCEMENT PRODUITS UE</i>	224 249	
<i>C.A AVANCEMENT PRODUITS EXPORT</i>	1 753 788	
<i>VENTE UE TRIANGULAIRE B</i>	593 674	
<i>VENTE PRESTATION SERVICE UE</i>	170 559	
<i>VENTE PRESTATION SERVICE EXPOR</i>	71 465	
<i>FRAIS TRANSPORT UE FACTURES</i>	3 127	
<i>FRAIS TRANSPORT EXPORT FACTURE</i>	21 259	



Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2020

		31/12/2020
Total des Produits à recevoir		7 974 800
Autres créances clients		7 689 880
<i>CLIENTS FACT. A ETABLIR</i>	1 346 025	
<i>FAE AVANCEMENT</i>	6 343 855	
Autres créances		284 920
<i>FOURNIS.RRR A OBTENIR</i>	268 703	
<i>ASSOCIES C/C INTERETS COURUS</i>	11 717	
<i>CREDITEUR DIVERS - PRODUIT A RECEVOIR</i>	4 500	



Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2020

Total des Charges à payer		1 725 483
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		14 571
<i>INTERETS COURUS S/EMPRUNTS</i>	9 989	
<i>FRAIS BANCAIRES A PAYER</i>	4 582	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		891 368
<i>FOURNIS.FACT.NON PARVENU</i>	891 368	
Dettes fiscales et sociales		819 544
<i>CONGES A PAYER</i>	244 768	
<i>AUTRES CHARGES A PAYER</i>	221 146	
<i>INTERESSEMENT A PAYER</i>	98 619	
<i>ORG.SOC. CH./CONGES PAYE</i>	107 429	
<i>ORG SOCIAUX CHARGES A PAYER</i>	97 061	
<i>ETAT AUTRES CH. A PAYER</i>	50 522	

Charges et Produits constatés d'avance



Etat exprimé en euros	31/12/2020	Charges	Produits
Charges et Produits d'EXPLOITATION		175 901	3 169
Charges et Produits FINANCIERS			
Charges et Produits EXCEPTIONNELS			
TOTAL		175 901	3 169

Charges constatées d'avance :

- achats matières et fournitures : 24 013€
- locations et charges locatives : 115 342€
- entretien et maintenance : 10 220€
- assurance : 15 772€
- charges diverses : 10 554€

Produits constatés d'avance :

- prestation de services : 3 169€



Produits et Charges exceptionnels

Etat exprimé en euros

31/12/2020

Total des produits exceptionnels		88 118
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		2 202
<i>PDTS EXERCICES ANTERIEURS</i>	2 202	
Produits exceptionnels sur opérations en capital		74 846
<i>PDTS CESSION ELEM. ACTIF</i>	74 800	
<i>PRODUITS EXCEPT.DIVERS</i>	46	
Reprises sur provisions et transferts de charges		11 070
<i>REP.PROV.RISQ.& CH.EXCEP.</i>	11 070	
Total des charges exceptionnelles		107 119
Charges exceptionnelles sur opération de gestion		3 206
<i>AUTRES CHAR.EXCEP.GESTION</i>	2 261	
<i>CHGES S/EXERC.ANTERIEURS</i>	945	
Charges exceptionnelles sur opération en capital		93 934
<i>VAL.NET.COMPT.ELEM.CEDES</i>	74 800	
<i>CHARGES EXCPETIONNELLES</i>	19 134	
Dotations excep. aux amortissements et aux provisions		9 980
<i>DOTATION AUX AMORT DEROGATOIRE</i>	9 980	
Résultat exceptionnel		(19 002)

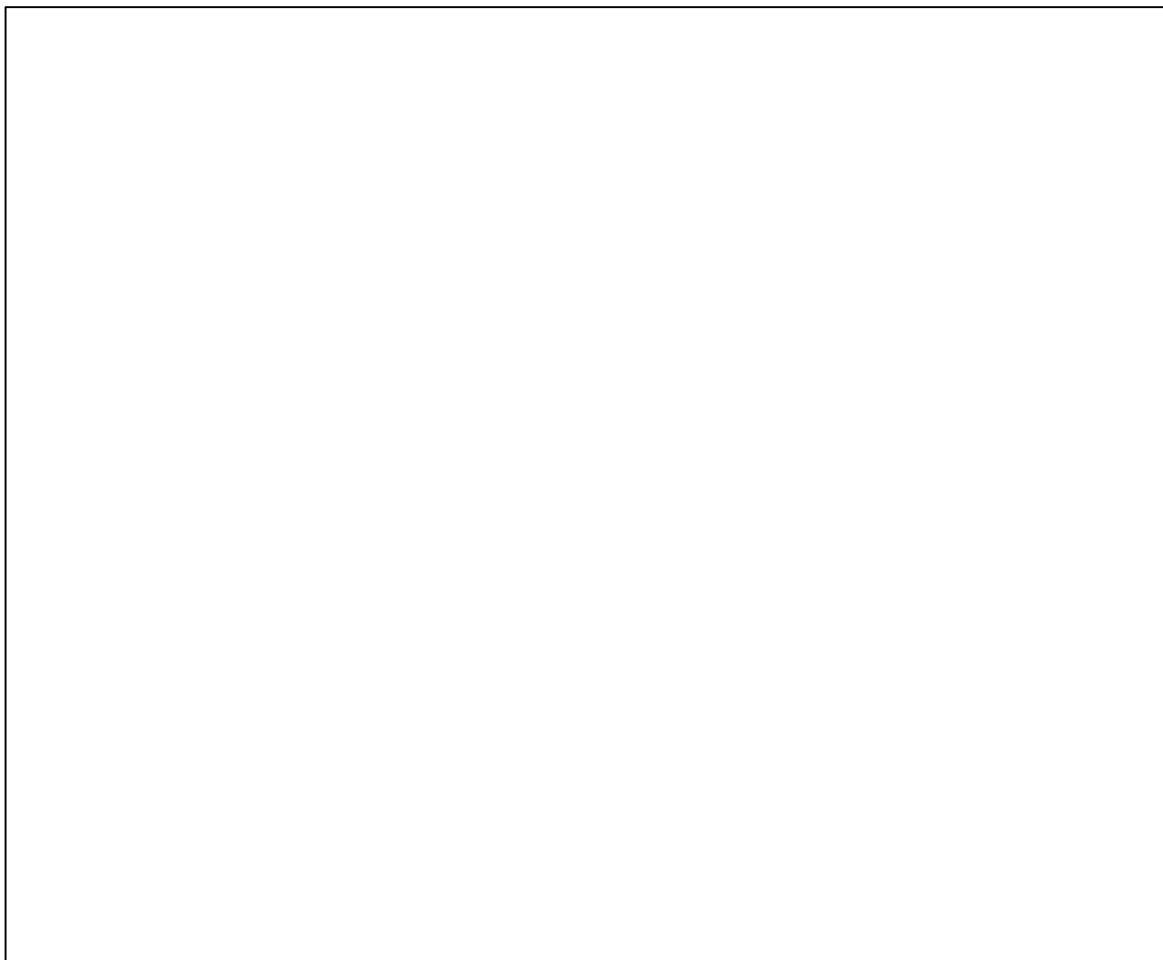


Transferts de charges

Etat exprimé en euros

31/12/2020

791000 - Transfert de charges IJ	6 648
791006 - Transfert de charges d'exploitation	61 465
791003 - Transfert de charges - Remboursements assurances	
791120 - Avantages en nature	6 326
TOTAL	74 438





Effectif moyen

		31/12/2020	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures		29	
	Professions intermédiaires		8	
	Employés		6	
	Ouvriers			
	TOTAL		42	

--



Crédit-Bail

Etat exprimé en euros		Terrains	Constructions	Matériels et outillages	Autres	31/12/2020
VALEUR D'ORIGINE				766 055	188 129	954 184
AMORTISSEMENTS	Cumul exercices antérieurs					
	Dotation exercice					
	TOTAL					
REDEVANCES PAYEES	Cumul exercices antérieurs			5 569		5 569
	Redevances Exercice			86 972	32 219	119 191
	TOTAL			92 541	32 219	124 759
REDEV. RESTANT A PAYER	à 1 an au plus			174 910	64 787	239 696
	entre 1 et 5 ans			538 990	97 180	636 170
	à plus de 5 ans					
	TOTAL			713 900	161 967	875 867
VALEUR RESIDUELLE	à 1 an au plus					
	entre 1 et 5 ans			7 661	1 881	9 542
	à plus de 5 ans					
	TOTAL			7 661	1 881	9 542
MONTANT PRIS EN CHARGE DANS L'EXERCICE						



Engagements financiers

Etat exprimé en euros	31/12/2020	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus			
Avals, cautions et garanties			
Nantissement de fonds de commerce sur endettement bancaire contregarantie Bpi		2 165 614	1 464 104
Contregarantie Bpi sur endettement bancaire			3 609 000
Garantie de l'Etat sur PGE			1 679 704
Cautions sur marchés : garanties à 1ere demande (1)			1 107 500
Garanties reçues des dirigeants (assurances souscrites)		2 165 614	7 860 308
Engagements de crédit-bail			
Engagements de crédit-bail		885 408	
		885 408	
Engagements en pensions, retraite et assimilés			
Cf. état Engagements financiers - Engagements en pensions, retraite et assimilés		299 865	
		299 865	
Autres engagements			
Vente de devises à terme : 5 528 611 RMB		665 891	
Vente de devises à terme : 4 389 118 SEK		428 092	
		1 093 983	
Total des engagements financiers (1)		4 444 871	7 860 308
(1) Dont concernant :			
Les dirigeants			935 000
Les filiales			
Les participations			
Les autres entreprises liées			

(1) Détail des garanties à 1ere demande :
 - Caisse d'Epargne : 392 799€
 - BNP : 1 286 905€

Détail - Engagements en pensions, retraite et assimilés



Engagements financiers - Engagements en pensions, retraite et assimilés	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Taux d'actualisation : 0.34% Taux de croissance des salaires : 2% Age de départ à la retraite : 65ans Taux de rotation du personnel : moyen Table de mortalité : Insee TG05 Convention collective : metallurgie Montant de la dette actuarielle au 31/12/20		
Totalisation	299 865	



Filiales et participations

Etat exprimé en euros	31/12/2020	Capitaux propres	Quote-part détenue en pourcentage	Résultat du dernier exercice clos
A. Renseignements détaillés				
1. Filiales (Plus de 50 %)				
Xenocs Asia (info données en SGD)		108 017	100,00	(41 355)
Saxslab DK (info données en DKK)		348 575	100,00	(79 817)
Xenocs China (info données en CNY)		470 917	100,00	316 794
2. Participations (10 à 50 %)				
SCI Grenoble Innovation		(416 249)	48,00	(275 558)
B. Renseignements globaux				
1. Filiales non reprises en A.				
a) françaises				
b) étrangères				
2. Participations non reprises en A.				
a) françaises				
b) étrangères				

--

XENOCS

Société par actions simplifiée au capital de 402.736 euros
1-3 allée du Nanomètre- 38000 GRENOBLE
432 403 566 RCS GRENOBLE
(la « *Société* »)

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS

DE L'ASSEMBLEE GENERALE

EN DATE DU 10 MAI 2021

CINQUIEME RESOLUTION

Rectification de l'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2019

L'Assemblée Générale Ordinaire, statuant aux conditions de majorité fixées à l'article 25 des statuts, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Président et après avoir pris connaissance des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2020, **décide** de rectifier l'affectation du résultat bénéficiaire de l'exercice clos le 31 décembre 2019 s'élevant à la somme de 1.091.207,21 euros en totalité à l'apurement du poste report à nouveau débiteur tel que ce dernier s'établissait au 31 décembre 2019, soit à un montant de (1.213.000,56) euros, comme suit :

- Apurement du report à nouveau débiteur : 1.091.207,21 euros

Le compte « report à nouveau » débiteur sera ainsi ramené de la somme de (1.213.000,56) euros à la somme de (121.793,35) euros.

Au vu de cette rectification d'affectation du résultat bénéficiaire 2019, l'Assemblée Générale prend acte que le poste Réserve légale s'établit ainsi à un montant de 10.252,10 euros.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix présentes, représentées ou votant par correspondance.

SIXIEME RESOLUTION

Affectation du résultat

L'Assemblée Générale Ordinaire, statuant aux conditions de majorité fixées à l'article 25 des statuts, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Président et compte tenu de l'adoption de la 5^{ème} résolution ci-dessus emportant la rectification de l'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2019, **décide** d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2020 d'un montant de 469.778,37 euros comme suit :

- En partie, à l'apurement du report à nouveau débiteur : 121.793,35 euros
Portant le solde du report à nouveau de (121.793,35) euros à 0 euro ;

- Puis le solde s'élevant à 347.985,02 euros comme suit :	
○ Dotation à la réserve légale dans la limite de 10% du capital social :	30.021,50 euros
Portant le poste réserve légale à 40.273,60 euros ;	
○ Le solde aux autres réserves :	317.963,52 euros
TOTAL	469.778,37 euros

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous précisons qu'aucun dividende n'a été distribué au cours des trois derniers exercices.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix présentes, représentées ou votant par correspondance.

Pour copie certifiée conforme,
Le Président,

Monsieur Peter HOGHOJ

mazars

2 B, Avenue Pierre de Coubertin
38170 Seyssinet-Pariset

Xenocs

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

Xenocs

Société par actions simplifiée

1-3 Allée du Nanomètre

38000 Grenoble

RCS Grenoble 432 403 566

[Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels](#)

Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'assemblée générale de la société Xenocs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Xenocs relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- Frais de développement

Les actifs de la société XENOCS sont notamment constitués de frais de développement qui sont évalués conformément à la méthode indiquée dans la note Règles et Méthodes Comptables de l'annexe.

Le montant net des coûts de développement restant à amortir au 31 décembre 2020 s'élève à 3 966 873 euros.

Sur la base des éléments disponibles, nous avons examiné les modalités de cette activation ainsi que les hypothèses utilisées et les évaluations qui en ont résulté. Nous avons également vérifié que l'annexe aux comptes annuels donne une information appropriée.

- Valorisation des titres

Les titres de participation figurent au bilan au 31 décembre 2020 pour un montant net de 1 525 353 euros. Comme indiqué dans la note Règles et Méthodes Comptables de l'annexe, ils sont comptabilisés à leur date d'entrée au coût d'acquisition majoré des frais engagés pour leur acquisition et dépréciés lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nette comptable.

Nos travaux ont principalement consisté à apprécier les données et les hypothèses retenues par la Direction pour déterminer la valeur d'inventaire de ces titres de participation.

- Contrats à long terme

Comme indiqué dans la note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe, le chiffre d'affaires relatif à des contrats à long terme est comptabilisés selon la méthode de l'avancement.

Pour un échantillon de contrats jugés significatifs en raison de leur impact financier et leur profil de risque :

- Nous avons rapproché les données contractuelles, y compris les éventuelles évolutions contractuelles issues de demandes complémentaires ou de réclamations contractualisées, avec les données de gestion et comptables ;

- Nous avons contrôlé, par sondage, les coûts engagés sur une sélection de projets jugés significatifs ;

- Nous avons apprécié le caractère raisonnable des estimations effectuées par la Direction et corroboré l'estimation des coûts à terminaison, en réalisant des contrôles, par sondage, sur les articles composant les nomenclatures des projets.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Mazars Gourgue

Seyssinet-Pariset, date de la signature numérique

Bertrand Celse

Associé

Bilan Actif



Etat exprimé en euros

		31/12/2020			31/12/2019
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)					
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement	15 694 067	11 727 194	3 966 873	3 449 677
	Concessions brevets droits similaires	481 398	372 622	108 776	161 630
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles	432 423	416 144	16 279	33 178
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	3 517 456	2 827 495	689 961	704 547
	Autres immobilisations corporelles	665 695	444 185	221 509	227 378
	Immobilisations en cours	2 192		2 192	76 290
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
Participations évaluées selon mise en équival.					
Autres participations	1 525 353		1 525 353	843 695	
Créances rattachées à des participations				148 400	
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	280 092		280 092	280 092	
	TOTAL (II)	22 598 676	15 787 641	6 811 035	5 924 887
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	1 291 946	70 339	1 221 607	1 586 171
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis	439 580	4 175	435 405	387 587
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	8 982 105		8 982 105	10 494 886
	Autres créances	3 441 228		3 441 228	1 087 862
Capital souscrit appelé, non versé					
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITES	3 989 610		3 989 610	206 240	
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	175 901		175 901	240 101
	TOTAL (III)	18 320 370	74 514	18 245 856	14 002 848
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)					
Ecart de conversion actif (VI)	2 813		2 813	16 407	
	TOTAL ACTIF (I à VI)	40 921 859	15 862 155	25 059 704	19 944 142

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

280 092

428 491

(3) dont créances à plus d'un an

Bilan Passif



Etat exprimé en euros

31/12/2020

31/12/2019

		31/12/2020	31/12/2019
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	402 736	402 736
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	3 435 504	3 435 504
	Ecarts de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale	40 274	10 252
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves		
	Report à nouveau	(151 815)	(1 213 001)
	Résultat de l'exercice	469 779	1 091 207
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées	70 395	60 415	
	Total des capitaux propres	4 266 873	3 787 114
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées	121 766	305 218
	Total des autres fonds propres	121 766	305 218
Provisions	Provisions pour risques	2 813	27 477
	Provisions pour charges		
	Total des provisions	2 813	27 477
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	7 241 045	3 661 112
	Emprunts et dettes financières divers	297 636	
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	3 036 888	1 549 286
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 388 844	4 977 673
	Dettes fiscales et sociales	1 968 342	1 455 836
	DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	12 395	32 395	
Autres dettes	3 714 139	4 095 091	
Produits constatés d'avance (1)	3 169	50 198	
	Total des dettes	20 662 459	15 821 591
	Ecarts de conversion passif	5 793	2 742
	TOTAL PASSIF	25 059 704	19 944 142
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	469 779,37	1 091 207,21
(1)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	11 479 591	11 860 887
(2)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	4 582	195 423

Compte de Résultat

		31/12/2020		31/12/2019	
		12 mois	% C.A.	12 mois	% C.A.
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises				
	Production vendue (Biens)	13 111 823	95,76	11 408 572	95,63
	Production vendue (Services et Travaux)	580 564	4,24	521 711	4,37
	Montant net du chiffre d'affaires	13 692 387	100,00	11 930 282	100,00
	Production stockée	(58 994)	-0,43	(60 888)	-0,51
	Production immobilisée	1 279 277	9,34	1 043 071	8,74
	Subventions d'exploitation	15 000	0,11	2 237	0,02
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	307 373	2,24	442 209	3,71
Autres produits	174 901	1,28	393 598	3,30	
	Total des produits d'exploitation	15 409 944	112,54	13 750 509	115,26
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises				
	Variation de stock				
	Achats de matières et autres approvisionnements	6 683 841	48,81	7 108 548	59,58
	Variation de stock	416 173	3,04	(943 686)	-7,91
	Autres achats et charges externes	2 847 805	20,80	2 633 150	22,07
	Impôts, taxes et versements assimilés	137 798	1,01	96 602	0,81
	Salaires et traitements	2 311 120	16,88	2 145 645	17,98
	Charges sociales du personnel	1 033 568	7,55	981 432	8,23
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	1 527 277	11,15	1 386 873	11,62
Autres charges	114 097	0,83	152 657	1,28	
	Total des charges d'exploitation	15 071 680	110,07	13 561 221	113,67
	RESULTAT D'EXPLOITATION	338 264	2,47	189 288	1,59
PRODUITS FINANCIERS	Opéra. comm.				
	Bénéfice attribué ou perte transférée				
	Perte supportée ou bénéfice transféré				
	De participations (3)	15 112	0,11		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)				
	Autres intérêts et produits assimilés (3)	252		20 779	0,17
	Reprises sur provisions et dépréciations et transfert de charges	16 407	0,12	886 824	7,43
	Différences positives de change	2 736	0,02	12 010	0,10
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					
	Total des produits financiers	34 508	0,25	919 613	7,71
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	2 813	0,02	16 407	0,14
	Intérêts et charges assimilées (4)	102 022	0,75	109 034	0,91
	Différences négatives de change	51 057	0,37	50 090	0,42
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
	Total des charges financières	155 893	1,14	175 532	1,47
	RESULTAT FINANCIER	(121 385)	-0,89	744 081	6,24
	RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	216 879	1,58	933 369	7,82
	Total des produits exceptionnels	88 118	0,64	833 555	6,99
	Total des charges exceptionnelles	107 119	0,78	857 609	7,19
	RESULTAT EXCEPTIONNEL	(19 002)	-0,14	(24 054)	-0,20
	PARTICIPATION DES SALARIES	98 619	0,72		
	IMPOTS SUR LES BENEFICES	(370 521)	-2,71	(181 892)	-1,52
	TOTAL DES PRODUITS	15 532 569	113,44	15 503 677	129,95
	TOTAL DES CHARGES	15 062 790	110,01	14 412 470	120,81
	RESULTAT DE L'EXERCICE	469 779	3,43	1 091 207	9,15



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Faits caractéristiques de l'exercice

La société XENOCs et ses filiales font face depuis début 2020 à la crise sanitaire du Covid-19. La Direction a pris toutes les dispositions afin de répondre aux directives des Autorités Françaises, protéger la santé des collaborateurs et assurer la continuité d'exploitation. Les principales mesures concernent le recours au télétravail et la réduction des activités des sites tertiaires et industriels au fonctionnement des seules activités prioritaires.

Ce dispositif a permis de limiter les impacts économiques et de maintenir le niveau d'activité sur l'exercice 2020.

La société Xenocs a par ailleurs pu bénéficier du report de paiement des cotisations sociales et a eu recours aux Prêts Garantis par l'Etat à hauteur de 4M€.

Evénements postérieurs à la clôture

Aucun fait caractéristique n'est survenu postérieurement à l'exercice clos le 31/12/2020.

Règles et méthodes comptables

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2020 ont été élaborés et présentés en application du règlement ANC 2014-03 et des règlements ANC 2015-06 et 2016-07.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations ayant une importance significative. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou de production. Elles ne font l'objet d'aucune réévaluation.

XENOCs applique la méthode préférentielle d'immobilisation de ses coûts de développement. Les frais de recherche sont comptabilisés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Les frais de développement sont comptabilisés en immobilisations incorporelles uniquement si les six critères suivants sont cumulativement remplis :



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

- (a) faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente,
- (b) intention de la Société d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre,
- (c) capacité de celle-ci à utiliser ou à vendre cet actif incorporel,
- (d) démonstration de la probabilité d'avantages économiques futurs attachés à l'actif. L'entité doit démontrer, entre autres choses, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité,
- (e) disponibilité de ressources techniques, financières et autres appropriées afin d'achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle, et
- (f) capacité d'évaluation de façon fiable des dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Ces frais sont amortis linéairement sur 5 ans, à compter du premier jour de l'exercice suivant.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, et à chaque clôture d'exercice, les projets de développement inscrits à l'actif du bilan font l'objet d'une analyse afin de s'assurer que chaque projet remplit toujours les critères d'activation. Le cas échéant, une dépréciation est comptabilisée.

Il est rappelé que, conformément aux règles françaises en la matière, l'existence à l'actif du bilan de coûts de développement non encore amortis et supérieurs au montant des réserves libres fait obstacle à la distribution.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou de production. Elles ne font l'objet d'aucune réévaluation.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée. Les valeurs résiduelles ne sont pas prises en compte, leur impact étant non significatif. Les durées d'amortissement les plus généralement retenues sont les suivantes :

- Installations techniques, matériel et outillage : de 3 à 10 ans
- Installations générales, agencements, aménagements divers : de 5 à 10 ans
- Matériel informatique, mobilier, matériel de bureau : de 1 à 5 ans

Immobilisations financières

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, majoré des frais engagés pour leur acquisition.

Les frais d'acquisition sont amortis sur 5 ans (amortissement dérogatoire).



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Stock

Les stocks sont évalués suivant la méthode « coût unitaire moyen pondéré (CUMP) ».

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat hors taxes, incluant les frais d'approche, et frais accessoires.

Les travaux en cours sont évalués au coût de production, incluant les charges directes et indirectes incorporables en fonction de la capacité normale des installations de production, à l'exclusion des frais financiers.

Le cas échéant, des provisions pour dépréciation sont constituées au cas par cas lorsque la valeur nette de réalisation est inférieure aux coûts encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent :

- sur les matières premières, en fonction de leur dépréciation physique ou de leur risque d'obsolescence,
- sur les travaux en cours ou produits finis pour tenir compte des pertes éventuelles sur marchés ou de leur risque d'obsolescence

La société a mis en place un mode de provisionnement pour risque d'obsolescence sur les stocks de produits finis, matières premières et marchandises selon la règle suivante :

- taux de rotation inférieur à 30% : provision de 90% de la valeur brute du stock correspondant.

Ces règles sont toutefois adaptées au cas particulier, en fonction de la connaissance de l'entreprise sur la valeur de marché des biens.

Créances

Les créances clients sont constatées à la facturation et à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire de ces créances présente un risque quant à sa recouvrabilité.

Contrats à long terme

Les contrats à long terme sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement.

Cette méthode consiste à reconnaître le chiffre d'affaires d'un projet à hauteur de son taux d'avancement par les coûts en fin de période. Ceux-ci incluent le coût de la matière et le temps homme affectés à chaque affaire.

Les éléments suivants sont réunis pour une détermination fiable du résultat à terminaison :

- Le montant du contrat global peut être évalué de façon fiable.
- Le pourcentage d'avancement peut faire l'objet d'une évaluation lors de l'arrêté des comptes.
- Les coûts peuvent être identifiés de façon fiable.
- Ces éléments rentrent avec une certitude raisonnable dans les conditions d'acceptation prévues par le contrat.

Une provision pour perte à terminaison est comptabilisée le cas échéant.



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Valorisation des créances et dettes en monnaie étrangère

Les créances et dettes libellées en devises étrangères sont converties et comptabilisées en Euros au cours du jour de la devise. A la clôture de chaque exercice, ces créances et dettes sont convertis en Euros selon le cours de clôture de la devise.

Les écarts défavorables constatés (diminution de la valeur des créances clients ou augmentation de la valeur des dettes fournisseurs) donnent lieu à la comptabilisation de provisions pour risques et charges.

Conformément au règlement ANC 2015-05 du 02 juillet 2015, les gains et pertes de change à caractère commercial ont été comptabilisés en résultat d'exploitation.

Autres fonds propres

Le poste "autres fonds propres" est constitué par des avances reçues et remboursables sous certaines conditions et en fonction de la réalisation de certains objectifs.

Ces avances d'un montant de 121 765.71 sont remboursables :
- de 1 à 5 ans : 121 765.71€

Provisions pour risques et charges

La société comptabilise des provisions dès lors qu'il existe des obligations actuelles, juridiques ou implicites, résultant d'événements antérieurs, qu'il est probable que des sorties de ressources représentatives d'avantages économiques seront nécessaires pour éteindre les obligations, et que le montant de ces sorties de ressources peut être estimé de manière fiable.

La société évalue les provisions sur la base des faits et des circonstances relatifs aux obligations actuelles à la date de clôture, en fonction de son expérience en la matière et au mieux de ses connaissances, après consultation éventuelle des avocats et conseillers juridiques de la société à la date d'arrêtés des comptes.

La société constate des provisions relatives à des litiges (commerciaux, sociaux...) pour lesquels une sortie de ressources est probable et dès lors que le montant de ces sorties de ressources peut être estimé de manière fiable.

Avantages du personnel

Les régimes à prestations définies sont des régimes pour lesquels les risques actuariels incombent à la société. Ils sont liés aux engagements de fin de carrière définis par le code du travail. L'engagement de retraite est calculé selon une approche prospective (méthode des unités de crédit projetées), qui tient compte des modalités de calcul des indemnités prévues par la convention collective et de paramètres actuariels (taux d'actualisation, taux de revalorisation de salaires, taux de rotation, taux de mortalité,...).

La société n'externalise pas le financement de ses engagements de retraite.

L'engagement est constaté en engagement hors bilan.



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Rémunération du personnel

Les rémunérations variables des dirigeants, fixées par l'organe de direction, sont comptabilisées sur l'exercice au cours duquel elles sont versées.

Emprunts et dettes financières

Les emprunts et dettes financières sont constitués d'emprunts bancaires ainsi que de concours bancaires courants.

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir.

Le chiffre d'affaires comprend la vente de biens et de marchandises ainsi que diverses prestations liées à la vente.

Le chiffre d'affaires est comptabilisé lors du transfert des risques et avantages significatifs liés à la propriété à l'acheteur, ce qui correspond généralement à la date du transfert de propriété du produit ou la réalisation du service.

Le chiffre d'affaires est reconnu à l'avancement pour les contrats à long terme.

Au bilan, sont reconnus les créances clients, les factures à établir, les produits constatés d'avance, avances, ...

Les produits et charges liés aux sortie de matériel de démonstration, sont comptabilisés dans le résultat d'exploitation.

Subventions d'exploitation

Les subventions sont comptabilisées en produits, au prorata des frais engagés. De ce fait, des subventions à recevoir peuvent être enregistrées dans les comptes si le contrat d'attribution est signé et que des dépenses ont été engagées mais que les subventions n'ont pas encore été reçues.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Impôt sur les résultats

La société est assujettie au régime de droit commun en termes d'impôt sur les sociétés.

La rubrique « charge d'impôt » inclut l'impôt exigible au titre de la période après déduction des éventuels crédits d'impôt.

Crédit d'Impôt Recherche (CIR) et Crédit d'Impôt Innovation (CII)

Les entreprises industrielles et commerciales imposées selon le régime réel qui effectuent des dépenses de recherche peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt.



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Le crédit d'impôt est calculé par année civile et s'impute sur l'impôt dû par l'entreprise au titre de l'année au cours de laquelle les dépenses de recherche ont été encourues. Le crédit d'impôt non imputé est remboursé à l'entreprise.

Au titre de 2020, le Crédit d'Impôt Recherche s'élève à 288 615 €; le Crédit d'Impôt Innovation à 80 000 €

Engagements hors bilan

Le suivi des engagements hors bilan assuré par le groupe vise les informations relatives aux engagements donnés et reçus suivants :

- sûretés personnelles (avals, cautions et garantie),
- sûretés réelles (hypothèques, nantissements, gages),
- locations simples, obligations d'achats et d'investissements,
- autres engagements.



Immobilisations

Etat exprimé en euros

	Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2020
		Augmentations		Diminutions		
		Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES						
Frais d'établissement et de développement	14 105 427		1 588 640			15 694 067
Autres	913 821					913 821
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	15 019 248		1 588 640			16 607 888
CORPORELLES						
Terrains						
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement						
Instal technique, matériel outillage industriels	3 279 924		237 532			3 517 456
Instal., agencement, aménagement divers	392 394		10 028	(38 255)		440 677
Matériel de transport						
Matériel de bureau, mobilier	219 723		5 295			225 018
Emballages récupérables et divers						
Immobilisations corporelles en cours	76 290		40 447	38 255	76 290	2 192
Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 968 331		293 302		76 290	4 185 343
FINANCIERES						
Participations évaluées en équivalence						
Autres participations	992 094		533 258			1 525 353
Autres titres immobilisés						
Prêts et autres immobilisations financières	280 092					280 092
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 272 186		533 258			1 805 445
TOTAL	20 259 765		2 415 201		76 290	22 598 676

Au 31 décembre 2020, la société a immobilisé des coûts de développement pour un montant de 1 279 277 euros.

Ces coûts de développement correspondent à un ensemble de dépenses liées à des projets individualisés jugés au coeur de la stratégie de l'entreprise et pour lesquels il existe de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale future, ainsi que d'avantages économiques avérés à la clôture de l'exercice.

Les dépenses immobilisées correspondent à des frais de personnel, d'amortissement d'équipements, de consommation de matières premières, de petits matériels, de frais de dépôt de brevets et de contrats de collaboration avec des prestataires de recherches externes à la société.

Les coûts de développement immobilisés au 31 décembre 2020 ont été amortis à compter de la date de fin de programme, selon le mode linéaire, en fonction de la durée de vie prévisible des techniques de développement. La durée d'amortissement est de 5 ans.



Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2020
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement	10 655 750	1 071 444		11 727 194
	Autres	719 013	69 753		788 766
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	11 374 763	1 141 197		12 515 960
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	2 575 377	252 118		2 827 495
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	193 798	45 146		238 944
	Matériel de transport Matériel de bureau, mobilier Emballages récupérables et divers	190 940	14 301		205 241
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 960 115	311 565		3 271 680	
TOTAL		14 334 878	1 452 763		15 787 641

	Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires						Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Dotations			Reprises			
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agencet aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation	9 980						9 980
TOTAL	9 980						9 980
TOTAL GENERAL NON VENTILE			9 980				9 980

Provisions



Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2020
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires	60 415	9 980		70 395
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES	60 415	9 980		70 395
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change	16 407	2 813	16 407	2 813
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres	11 070		11 070		
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	27 477	2 813	27 477	2 813
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours	232 935	74 514	232 935	74 514
	Sur comptes clients				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	232 935	74 514	232 935	74 514
TOTAL GENERAL		320 828	87 307	260 412	147 722

Dont dotations et reprises	{	- d'exploitation	74 514	232 935
		- financières	2 813	16 407
		- exceptionnelles	9 980	11 070

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.

Créances et Dettes



Etat exprimé en euros

		31/12/2020	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	280 092	280 092	
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	8 982 105	8 982 105	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices	370 521	370 521	
	Taxes sur la valeur ajoutée	557 970	557 970	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés (2)	2 233 016	2 233 016	
	Débiteurs divers	279 722	279 722	
Charges constatées d'avances	175 901	175 901		
	TOTAL DES CREANCES	12 879 326	12 879 326	
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice				
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2020	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)	4 582	4 582		
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)	7 236 463	1 090 483	5 748 487	397 493
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)				
	Fournisseurs et comptes rattachés	4 388 844	4 388 844		
	Personnel et comptes rattachés	570 288	570 288		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 143 371	1 143 371		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	189 879	189 879		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	64 803	64 803		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	12 395	12 395		
	Groupe et associés (2)	297 636	297 636		
	Autres dettes	3 714 139	3 714 139		
	Dettes représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	3 169	3 169			
	TOTAL DES DETTES	17 625 571	11 479 591	5 748 487	397 493
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	4 300 713				
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice	536 867				
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)					



Capital social

Etat exprimé en euros

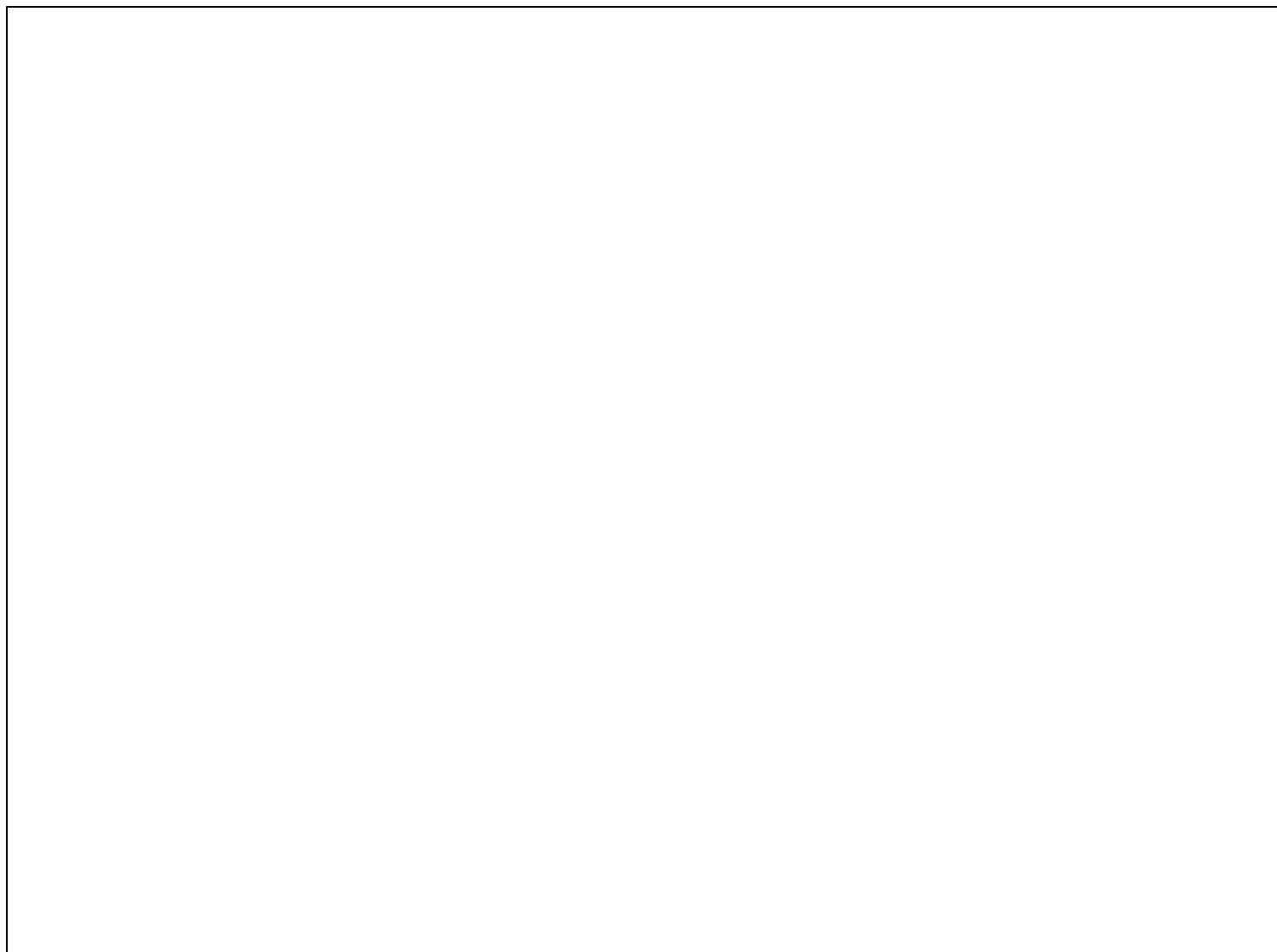
31/12/2020

Nombre

Val. Nominale

Montant

		31/12/2020	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES	Du capital social début exercice		402 736,00	1,0000	402 736,00
	Emises pendant l'exercice			0,0000	
	Remboursées pendant l'exercice			0,0000	
	Du capital social fin d'exercice		402 736,00	1,0000	402 736,00



Variations des Capitaux Propres



Etat exprimé en euros	Capitaux propres clôture 31/12/2019	Affectation du résultat N-1 ¹	Apports avec effet rétroactif	Variations en cours d'exercice ²	Capitaux propres clôture 31/12/2020
Capital social	402 736				402 736
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	3 435 504				3 435 504
Ecart de réévaluation					
Réserve légale	10 252	30 022			40 274
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves réglementées					
Autres réserves					
Report à nouveau	(1 213 001)	1 061 185			(151 815)
Résultat de l'exercice	1 091 207	(1 091 207)		469 779	469 779
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées	60 415			9 980	70 395
TOTAL	3 787 114			479 759	4 266 873

Date de l'assemblée générale 30/06/2020

Dividendes attribués

¹ dont dividende provenant du résultat n-1

Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après affectation du résultat n-1 3 787 114

Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports avec effet rétroactif 3 787 114

² Dont variation dues à des modifications de structure au cours de l'exercice

Variation des capitaux propres au cours de l'exercice hors opérations de structure 479 759



Ventilation du chiffre d'affaires

Etat exprimé en euros

31/12/2020

Chiffre d'affaires par secteur d'activité		13 692 387
Production vendue Biens		13 111 823
<i>VENTE PRODUITS FRANCE</i>	141 476	
<i>C.A.AVANCEMENT PRODUITS FRANCE</i>	(81 431)	
<i>VENTE PRODUITS EXPORT</i>	4 910 660	
<i>VENTE PRODUITS UE</i>	5 569 406	
<i>C.A. AVANCEMENT PRODUITS UE</i>	224 249	
<i>C.A AVANCEMENT PRODUITS EXPORT</i>	1 753 788	
<i>VENTE UE TRIANGULAIRE B</i>	593 674	
Production vendue Services		580 564
<i>VENTE PRESTATION SERVICE FRANC</i>	38 782	
<i>VENTE PRESTATION SERVICE UE</i>	170 559	
<i>VENTE PRESTATION SERVICE EXPOR</i>	71 465	
<i>FRAIS TRANSPORT FRANCE FACTURE</i>	3 834	
<i>AUTRES PRODUITS FRANCE</i>	51 713	
<i>AUTRES PRODUITS DES ACTIVITES ANNEXES</i>	219 826	
<i>FRAIS TRANSPORT UE FACTURES</i>	3 127	
<i>FRAIS TRANSPORT EXPORT FACTURE</i>	21 259	
Chiffre d'affaires par marché géographique		13 692 387
Chiffre d'affaires FRANCE		374 200
<i>VENTE PRODUITS FRANCE</i>	141 476	
<i>C.A.AVANCEMENT PRODUITS FRANCE</i>	(81 431)	
<i>VENTE PRESTATION SERVICE FRANC</i>	38 782	
<i>FRAIS TRANSPORT FRANCE FACTURE</i>	3 834	
<i>AUTRES PRODUITS FRANCE</i>	51 713	
<i>AUTRES PRODUITS DES ACTIVITES ANNEXES</i>	219 826	
Chiffre d'affaires EXPORT		13 318 187
<i>VENTE PRODUITS EXPORT</i>	4 910 660	
<i>VENTE PRODUITS UE</i>	5 569 406	
<i>C.A. AVANCEMENT PRODUITS UE</i>	224 249	
<i>C.A AVANCEMENT PRODUITS EXPORT</i>	1 753 788	
<i>VENTE UE TRIANGULAIRE B</i>	593 674	
<i>VENTE PRESTATION SERVICE UE</i>	170 559	
<i>VENTE PRESTATION SERVICE EXPOR</i>	71 465	
<i>FRAIS TRANSPORT UE FACTURES</i>	3 127	
<i>FRAIS TRANSPORT EXPORT FACTURE</i>	21 259	



Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2020

Total des Produits à recevoir		7 974 800
Autres créances clients		7 689 880
<i>CLIENTS FACT. A ETABLIR</i>	1 346 025	
<i>FAE AVANCEMENT</i>	6 343 855	
Autres créances		284 920
<i>FOURNIS.RRR A OBTENIR</i>	268 703	
<i>ASSOCIES C/C INTERETS COURUS</i>	11 717	
<i>CREDITEUR DIVERS - PRODUIT A RECEVOIR</i>	4 500	



Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2020

Total des Charges à payer		1 725 483
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		14 571
<i>INTERETS COURUS S/EMPRUNTS</i>	9 989	
<i>FRAIS BANCAIRES A PAYER</i>	4 582	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		891 368
<i>FOURNIS.FACT.NON PARVENU</i>	891 368	
Dettes fiscales et sociales		819 544
<i>CONGES A PAYER</i>	244 768	
<i>AUTRES CHARGES A PAYER</i>	221 146	
<i>INTERESSEMENT A PAYER</i>	98 619	
<i>ORG.SOC. CH./CONGES PAYE</i>	107 429	
<i>ORG SOCIAUX CHARGES A PAYER</i>	97 061	
<i>ETAT AUTRES CH. A PAYER</i>	50 522	

Charges et Produits constatés d'avance



Etat exprimé en euros	31/12/2020	Charges	Produits
Charges et Produits d'EXPLOITATION		175 901	3 169
Charges et Produits FINANCIERS			
Charges et Produits EXCEPTIONNELS			
TOTAL		175 901	3 169

Charges constatées d'avance :

- achats matières et fournitures : 24 013€
- locations et charges locatives : 115 342€
- entretien et maintenance : 10 220€
- assurance : 15 772€
- charges diverses : 10 554€

Produits constatés d'avance :

- prestation de services : 3 169€



Produits et Charges exceptionnels

Etat exprimé en euros

31/12/2020

Total des produits exceptionnels		88 118
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		2 202
<i>PDTS EXERCICES ANTERIEURS</i>	2 202	
Produits exceptionnels sur opérations en capital		74 846
<i>PDTS CESSION ELEM. ACTIF</i>	74 800	
<i>PRODUITS EXCEPT.DIVERS</i>	46	
Reprises sur provisions et transferts de charges		11 070
<i>REP.PROV.RISQ.& CH.EXCEP.</i>	11 070	
Total des charges exceptionnelles		107 119
Charges exceptionnelles sur opération de gestion		3 206
<i>AUTRES CHAR.EXCEP.GESTION</i>	2 261	
<i>CHGES S/EXERC.ANTERIEURS</i>	945	
Charges exceptionnelles sur opération en capital		93 934
<i>VAL.NET.COMPT.ELEM.CEDES</i>	74 800	
<i>CHARGES EXCPETIONNELLES</i>	19 134	
Dotations excep. aux amortissements et aux provisions		9 980
<i>DOTATION AUX AMORT DEROGATOIRE</i>	9 980	
Résultat exceptionnel		(19 002)

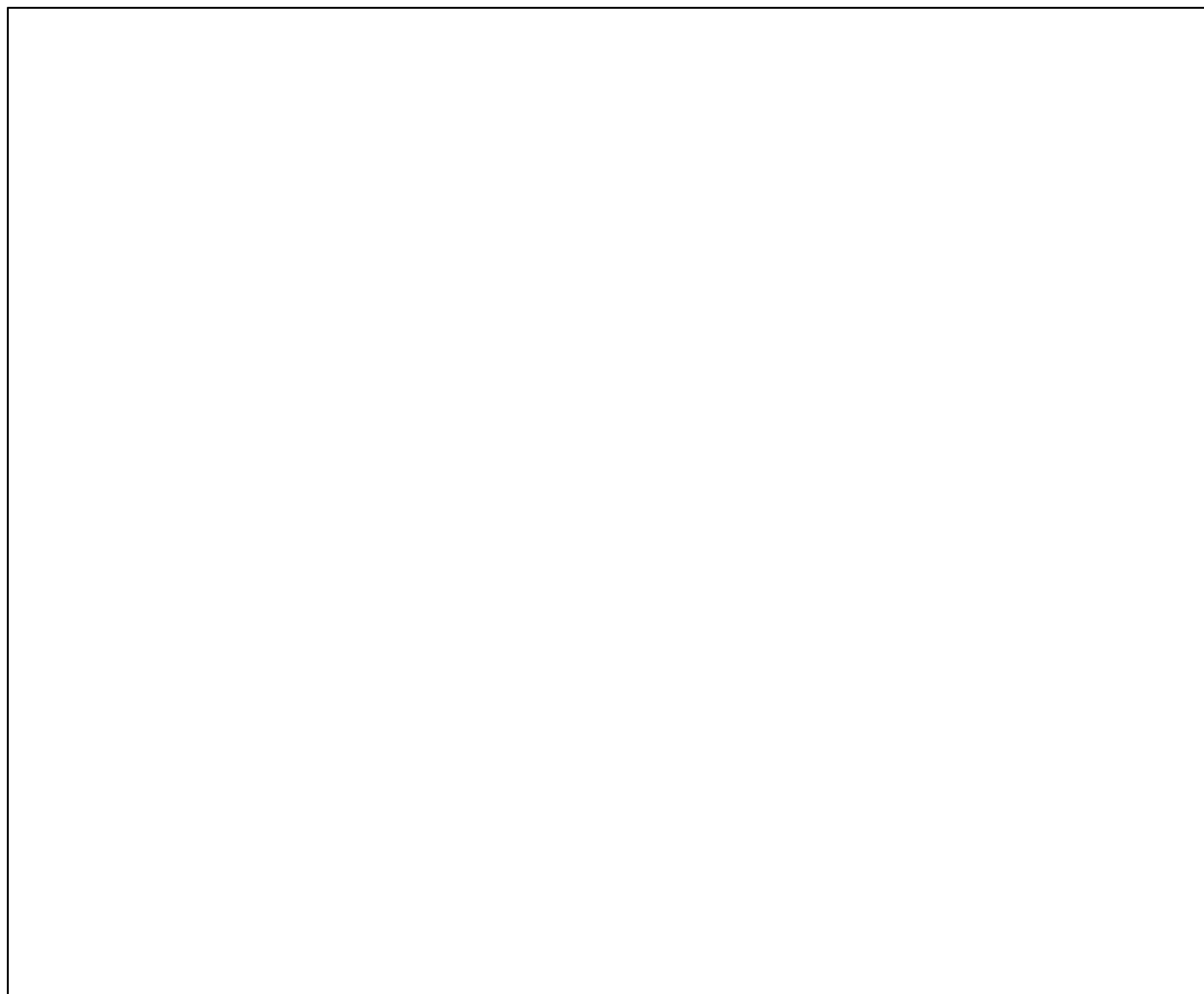


Transferts de charges

Etat exprimé en euros

31/12/2020

791000 - Transfert de charges IJ	6 648
791006 - Transfert de charges d'exploitation	61 465
791003 - Transfert de charges - Remboursements assurances	
791120 - Avantages en nature	6 326
TOTAL	74 438





Effectif moyen

	31/12/2020	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE			
Cadres & professions intellectuelles supérieures		29	
Professions intermédiaires		8	
Employés		6	
Ouvriers			
TOTAL		42	





Crédit-Bail

Etat exprimé en euros

		Terrains	Constructions	Matériels et outillages	Autres	31/12/2020
VALEUR D'ORIGINE				766 055	188 129	954 184
AMORTISSEMENTS	Cumul exercices antérieurs					
	Dotation exercice					
	TOTAL					
REDEVANCES PAYEES	Cumul exercices antérieurs			5 569		5 569
	Redevances Exercice			86 972	32 219	119 191
	TOTAL			92 541	32 219	124 759
REDEV. RESTANT A PAYER	à 1 an au plus			174 910	64 787	239 696
	entre 1 et 5 ans			538 990	97 180	636 170
	à plus de 5 ans					
	TOTAL			713 900	161 967	875 867
VALEUR RESIDUELLE	à 1 an au plus					
	entre 1 et 5 ans			7 661	1 881	9 542
	à plus de 5 ans					
	TOTAL			7 661	1 881	9 542
MONTANT PRIS EN CHARGE DANS L'EXERCICE						

--



Engagements financiers

Etat exprimé en euros

31/12/2020

	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus		
Avals, cautions et garanties		
Nantissement de fonds de commerce sur endettement bancaire contregarantie Bpi	2 165 614	1 464 104
Contregarantie Bpi sur endettement bancaire		3 609 000
Garantie de l'Etat sur PGE		1 679 704
Cautions sur marchés : garanties à 1ere demande (1)		1 107 500
Garanties reçues des dirigeants (assurances souscrites)		7 860 308
Engagements de crédit-bail		
Engagements de crédit-bail	885 408	
	885 408	
Engagements en pensions, retraite et assimilés		
Cf. état Engagements financiers - Engagements en pensions, retraite et assimilés	299 865	
	299 865	
Autres engagements		
Vente de devises à terme : 5 528 611 RMB	665 891	
Vente de devises à terme : 4 389 118 SEK	428 092	
	1 093 983	
Total des engagements financiers (1)	4 444 871	7 860 308
(1) Dont concernant :		
Les dirigeants		935 000
Les filiales		
Les participations		
Les autres entreprises liées		

(1) Détail des garanties à 1ere demande :

- Caisse d'Epargne : 392 799€

- BNP : 1 286 905€

Détail - Engagements en pensions, retraite et assimilés



Engagements financiers - Engagements en pensions, retraite et assimilés	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Taux d'actualisation : 0.34% Taux de croissance des salaires : 2% Age de départ à la retraite : 65ans Taux de rotation du personnel : moyen Table de mortalité : Insee TG05 Convention collective : metallurgie Montant de la dette actuarielle au 31/12/20	299 865	
Totalisation	299 865	



Filiales et participations

Etat exprimé en euros

31/12/2020

Capitaux
propresQuote-part
détenue en
pourcentageRésultat
du dernier
exercice clos

A. Renseignements détaillés

1. Filiales (Plus de 50 %)

Xenocs Asia (info données en SGD)	108 017	100,00	(41 355)
Saxslab DK (info données en DKK)	348 575	100,00	(79 817)
Xenocs China (info données en CNY)	470 917	100,00	316 794

2. Participations (10 à 50 %)

SCI Grenoble Innovation	(416 249)	48,00	(275 558)
-------------------------	-----------	-------	-----------

B. Renseignements globaux

1. Filiales non reprises en A.

- a) françaises
- b) étrangères

2. Participations non reprises en A.

- a) françaises
- b) étrangères